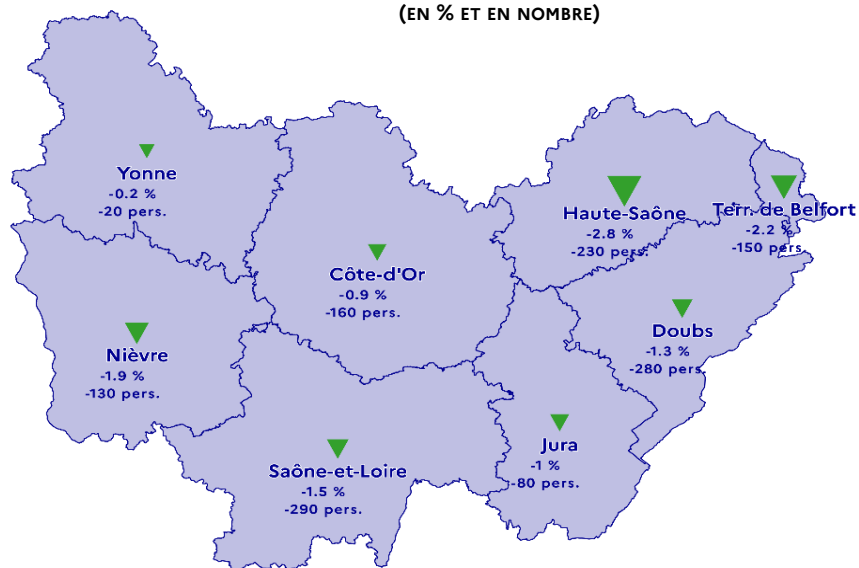


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2023
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 1,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **6 550** (- 2,2 % sur un trim.)
Cat. B, C : **4 870** (- 1,6 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **11 420** (- 2,0 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

8,1 % au 4^{ème} trimestre 2022
- 0,2 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,0 % ; - 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

49 990 au 4^{ème} trimestre 2022
- 0,2 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2022

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 670 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2022
+ 1,0 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2022

Au quatrième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) recule légèrement dans le Territoire de Belfort, soit 100 emplois en moins par rapport au 3^e trimestre. Hors intérim, l'emploi dans l'hébergement-restauration et les services de transports-entreprenariat repart à la hausse. En revanche, l'emploi diminue dans les services marchands, notamment les services aux entreprises. Sur un an, l'emploi salarié progresse aussi vite qu'au niveau régional. La demande en intérim marque le pas après un rebond au 3^e trimestre. Le dispositif d'activité partielle est autant mobilisé qu'au cours du 3^e trimestre. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (4 300) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-2,8 %, soit -120), une baisse annuelle similaire à celle enregistrée à l'échelle régionale.

Au premier trimestre 2023

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle est comparable à celui du précédent trimestre. Les défaillances d'entreprises et le nombre d'emplois menacés par ces procédures présentent des niveaux relativement faibles. La demande d'emploi de catégorie A diminue de nouveau ce trimestre : -2,2 %, une baisse supérieure à celle observée au niveau régional (-1,3 %). Elle demeure à des niveaux faibles, soit -4,5 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite sont également moins nombreux (catégories BC). Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues se replie. La baisse de la demande d'emploi de catégorie A profite davantage aux hommes qu'aux femmes et touche toutes les tranches d'âge. La demande d'emploi de longue durée continue de reculer (-3,9 points par rapport au 1^{er} trimestre 2022).

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Territoire de Belfort :

Données CVS-CJO

	T1 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	6 550	-2,2	-4,5
Catégories B, C	4 870	-1,6	-9,0
Catégories A, B, C	11 420	-2,0	-6,5

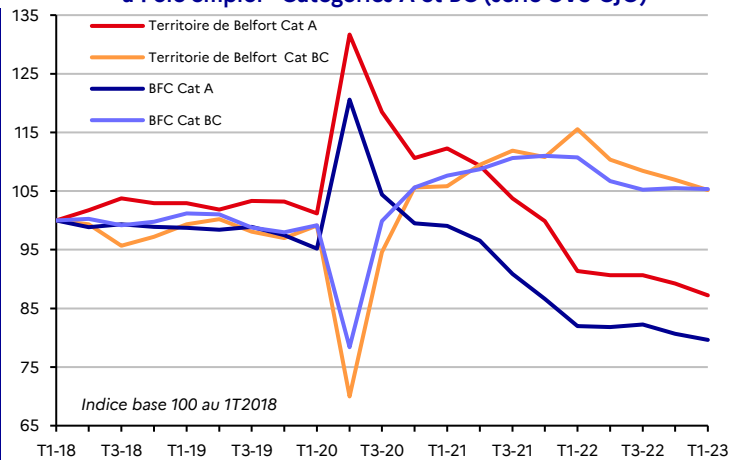
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T1 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	99 370	-1,3	-2,8
Catégories B, C	96 670	-0,2	-4,9
Catégories A, B, C	196 030	-0,8	-3,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	3 430	-1,7	-5,5	-1,4	-3,3
< 25 ans	530	+1,9	+10,4	-0,7	+0,4
25 - 49 ans	1 930	-3,0	-8,5	-1,4	-3,3
50 ans et plus	970	-1,0	-6,7	-1,8	-5,0
Femmes	3 120	-2,8	-3,4	-1,2	-2,4
< 25 ans	450	-2,2	+2,3	-1,8	+0,3
25 - 49 ans	1 790	-2,7	-3,2	-1,2	-1,3
50 ans et plus	890	-2,2	-5,3	-1,1	-5,7
Total	6 550	-2,2	-4,5	-1,3	-2,8
< 25 ans	970	-1,0	+5,4	-1,2	+0,4
25 - 49 ans	3 720	-2,9	-6,1	-1,3	-2,3
50 ans et plus	1 850	-2,1	-6,6	-1,4	-5,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	5 790	-1,9	-7,1	-0,6	-3,6
< 25 ans	840	-2,3	-3,4	-1,3	-5,4
25 - 49 ans	3 480	-2,0	-8,4	-0,5	-3,9
50 ans et plus	1 470	-1,3	-5,2	-0,4	-1,8
Femmes	5 630	-2,1	-5,9	-0,9	-4,2
< 25 ans	750	-1,3	-2,6	-1,4	-7,3
25 - 49 ans	3 280	-1,8	-7,1	-1,0	-3,9
50 ans et plus	1 600	-3,0	-4,8	-0,6	-3,4
Total	11 420	-2,0	-6,5	-0,8	-3,9
< 25 ans	1 590	-2,5	-3,6	-1,3	-6,3
25 - 49 ans	6 760	-1,7	-7,8	-0,8	-3,9
50 ans et plus	3 070	-2,2	-5,0	-0,5	-2,7

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2023	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	6 200	-0,8	+1,0	+0,6	+2,9
DELD :					
1 à 2 ans	2 110	-1,4	-12,1	-1,3	-8,8
2 à 3 ans	1 060	-10,9	-29,8	-6,3	-21,8
3 ans et plus	2 040	-1,0	-5,6	-1,3	-6,8
Total DELD	5 220	-3,2	-13,9	-2,3	-11,0
Part des DELD	45,7%	-0,6 pt	-3,9 pt	-0,7 pt	-3,6 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T4 2022	Moyenne annuelle 2022	
		2022	2021
Assurance chômage	4 720	4 790	5 880
Solidarité - Etat	690	720	760
Autres	110	110	120
Total DE indemnisés	5 520	5 620	6 760
Formation	380	370	380
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	44,5%		
BFC	46,7%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2023	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	159	-2	-1,4	+137	+4,8
Fin de mission d'intérim	98	+17	+21,5	+197	+14,0
Démission	45	+1	+1,5	+156	+15,9
Rupture conventionnelle	66	+1	+1,5	+50	+3,9
Licenc. économique	20	-4	-16,9	-23	-7,9
Autre licenciement	77	-3	-3,3	-84	-6,0
Première entrée ⁽¹⁾	66	+10	+18,7	-54	-6,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	231	+32	+16,1	+369	+11,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	237	+17	+7,7	+117	+3,5
Autre motif ⁽⁴⁾	82	+1	+1,6	+169	+13,7
Motif indéterminé	99	-15	-13,5	-47	-2,8
Total	1 181	+55	+4,9	+986	+5,3

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2023	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	196	+26	+15,5	-62	-1,9
Entrée en stage ou formation	132	-21	-13,6	-257	-9,9
Arrêt de recherche**	107	-8	-7,0	-16	-0,8
dont maladie	64	-9	-12,0	-22	-1,7
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	575	-27	-4,5	-243	-2,6
Radiation administrative	134	+8	+6,1	+201	+11,0
Autre cas ⁽²⁾	103	+1	+1,3	+75	+5,0
Total	1 247	-20	-1,6	-302	-1,5

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

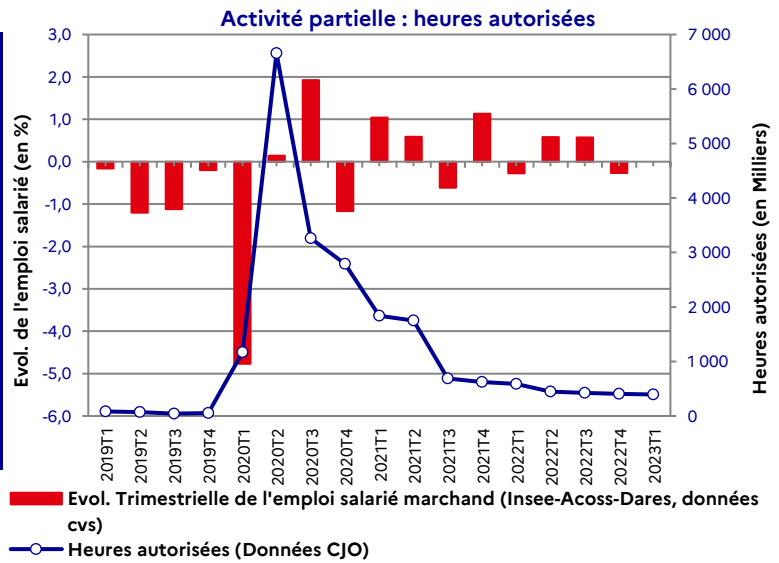
Activité partielle

Données CJO*		Territoire de Belfort	
Heures autorisées		T4 2022	T1 2023
Nombre de demandes en cours		62	63
Volume d'heures autorisées		404 029	395 104
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	310 979	288 428
	Construction	821	14 465
	Commerce	739	738
	Services	91 490	91 473
Établissements autorisés		59	62
dont :	étabs de 50 sal. et plus	26	24
Nombre de salariés concernés**		2 931	2 785
Total heures autorisées 12 mois glissés		1 861 968	1 667 234

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



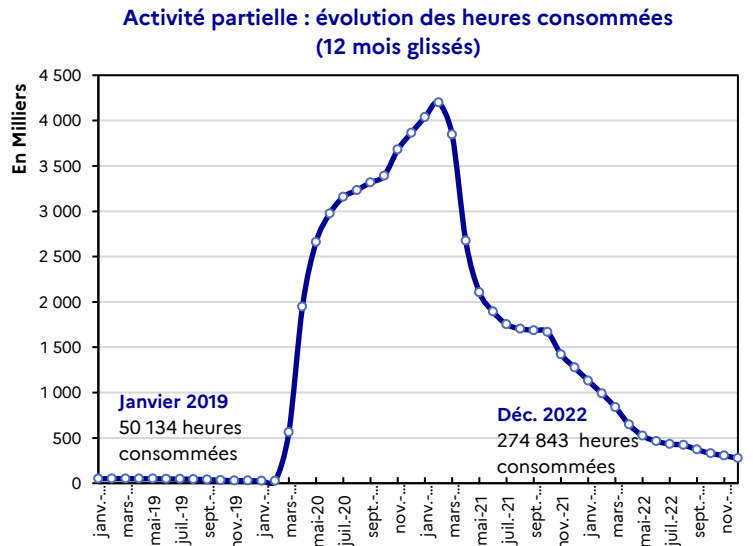
		Territoire de Belfort	
Heures consommées		T3 2022	T4 2022
Nombre d'heures consommées*		48 759	46 469
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	28 021	33 569
	Construction	168	371
	Commerce	2 163	550
	Services	18 408	11 980
Etabs ayant consommé des heures		49	39
dont :	étabs de 50 sal. et plus	19	20
Nombre de salariés concernés**		718	772
Total heures consommées 12 mois glissés		370 379	274 843

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Créations d'entreprises		T4 2022	Evol./T4 2021 (en %)
Nombre de créations d'entreprises		353	-11,5
dont :	Entreprises individuelles	37	-17,8
	Micro-entrepreneurs	238	-11,9
	Sociétés	78	-7,1
Cumul sur 12 mois glissés		1 463	-11,1
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		115	-10,9
Cumul sur 12 mois glissés		475	-20,4

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Territoire de Belfort	
Ouvertures de procédures		T1 2023	Evol./T1 2022 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		27	+35,0
dont :	Sauvegardes	0	s
	Redressements judiciaires	6	+50,0
	Liquidations judiciaires directes	21	+31,3
Nombre d'emplois menacés		29	-27,5
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	s	s
	Construction	14	-46,2
	Commerce	7	n.s.
	Services	8	-27,3
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		72	+28,6

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Territoire de Belfort 4 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	100	+10	+7,5	+10	+10,5	100	+10	+6,4	+10	+9,4
Industrie	7 470	0	-0,0	+30	+0,3	8 290	+30	+0,4	+80	+1,0
Industrie agro-alimentaire	550	+10	+1,9	+20	+3,6	560	0	+0,0	+10	+2,2
Industries extractives, énergie, eau, déchets	270	0	+0,4	+10	+2,3	290	0	-0,3	+10	+3,1
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 540	+30	+1,0	+70	+2,9	2 710	+40	+1,3	+70	+2,5
Matériels de transport	1 110	0	+0,2	0	+0,1	1 170	+10	+0,9	+30	+2,3
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	3 010	-40	-1,4	-70	-2,3	3 550	-10	-0,3	-30	-0,9
Construction	2 220	-40	-1,6	-50	-2,4	2 350	-30	-1,4	-60	-2,4
Commerce ; réparation auto.	5 560	-30	-0,6	-40	-0,7	5 660	-60	-1,0	-40	-0,7
Services marchands	12 690	-20	-0,2	+260	+2,1	13 220	-30	-0,2	+200	+1,6
Transports et entreposage	1 780	+50	+2,7	+50	+3,0	1 990	+50	+2,4	+20	+1,1
Hébergement et restauration	1 600	+30	+1,8	+40	+2,5	1 610	+30	+1,8	+40	+2,2
Information et communication	920	0	+0,3	+60	+6,8	920	0	+0,3	+60	+6,9
Services financiers	810	0	-0,3	-30	-3,3	830	0	-0,2	-20	-2,8
Services immobiliers	460	+10	+1,4	+10	+2,6	470	+10	+1,9	+20	+4,5
Services aux entreprises	5 490	-90	-1,7	+100	+1,9	5 750	-110	-1,9	+60	+1,1
Services aux ménages	1 630	-10	-0,4	+20	+1,5	1 640	0	-0,1	+30	+1,7
Services non marchands	20 360	-20	-0,1	-10	-0,1	20 370	-20	-0,1	-30	-0,1
Ensemble	48 400	-100	-0,2	+190	+0,4	49 990	-100	-0,2	+170	+0,3

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

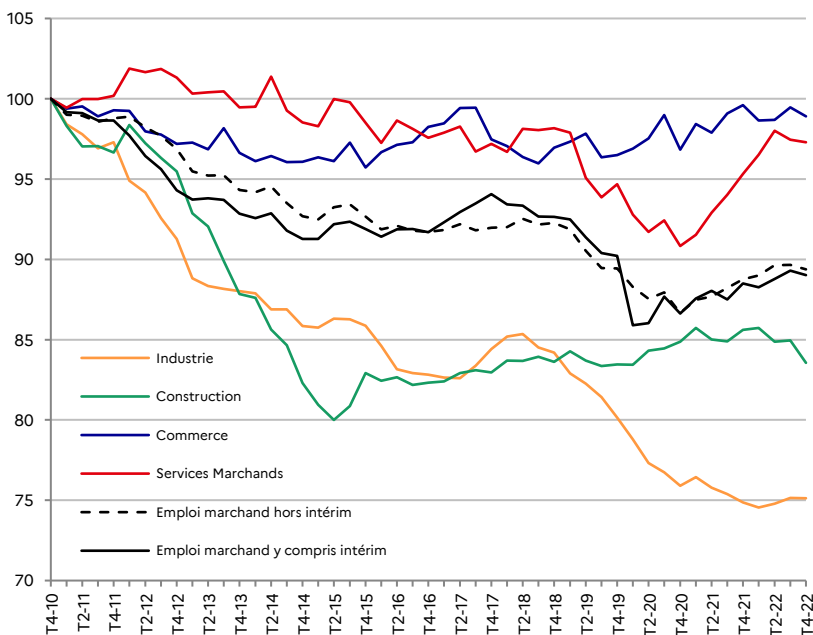
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

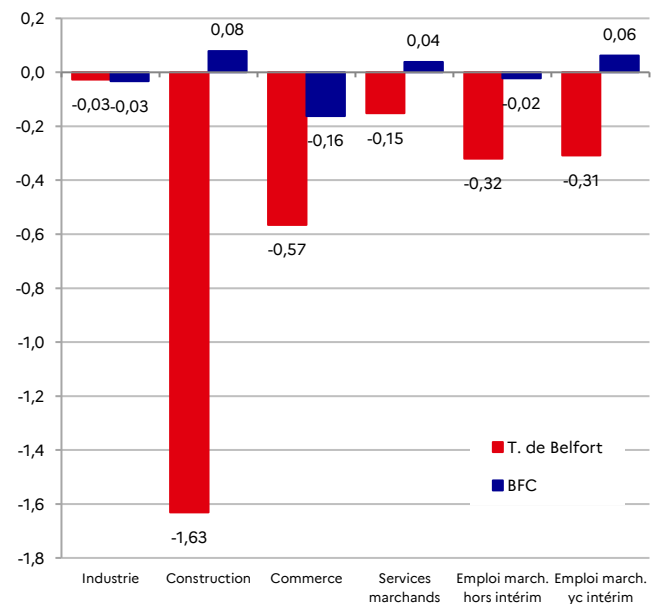
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 3^{ème} trim. et le 4^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 4 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,0	-1,1	s	s	s	0,8	-32,5
Industrie	900	+1,5	+13,8	10,7	+1,1	890	+7,2	+21,9	2,7	+0,3
Construction	150	-5,5	+8,3	6,2	+0,6	150	+7,1	+7,1	3,4	-0,1
Commerce	80	-18,1	-9,0	1,5	-0,1	100	-16,7	+11,1	1,4	-0,5
Services	540	+5,9	-8,5	4,1	-0,4	570	0,0	+1,8	1,6	-0,1
Ensemble	1 670	+1,0	+3,8	5,6	+0,2	1 700	+1,8	+11,1	2,2	0,0

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

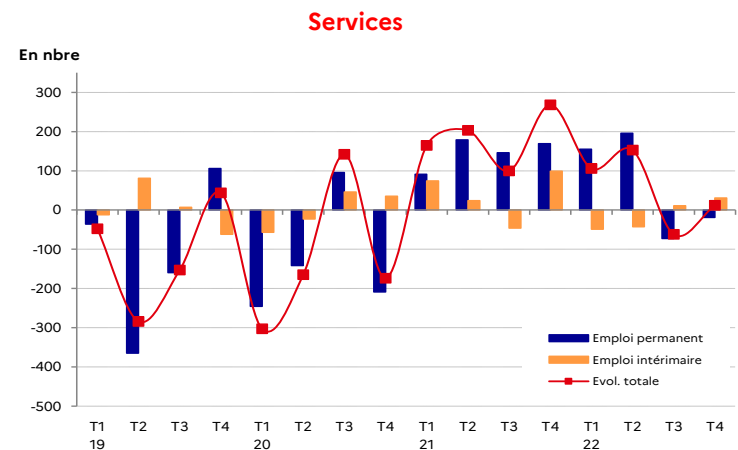
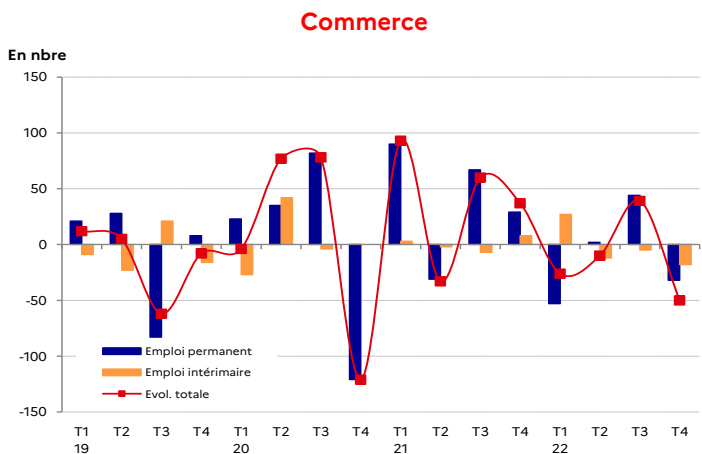
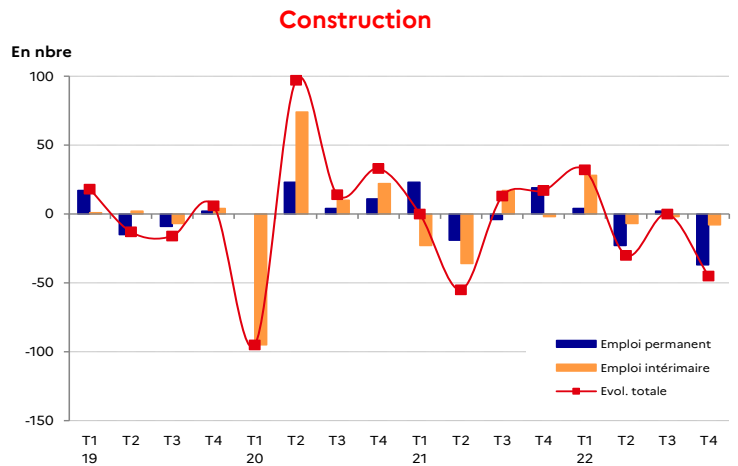
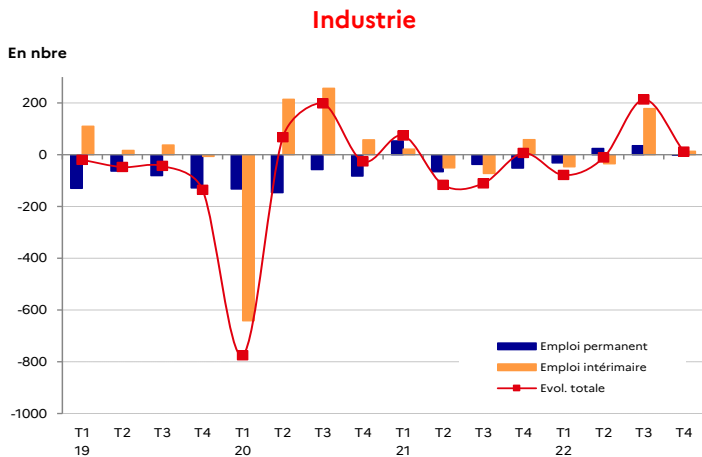
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4ème trimestre 2022						
Embauches		345	168	998	5 879	7 390
Répartition en %		4,7	2,3	13,5	79,6	100,0
dont en % :						
	CDD	46,7	50,0	74,1	86,3	82,0
	< 25 ans	30,7	33,3	51,1	26,5	30,1
	25 - 49 ans	54,8	51,8	33,8	48,0	46,5
	50 - 54 ans	5,8	8,3	4,1	9,2	8,3
	55 ans ou plus	8,7	6,5	11,0	16,4	15,1
	Femmes	35,1	11,3	66,6	62,6	60,7
Sorties		372	258	1 091	6 193	7 914
Répartition en %		5,0	3,5	14,8	83,8	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	30,9	39,9	60,0	81,2	74,6
	dont CDD < 1 mois	29,6	15,5	70,8	83,6	79,9
	Demissions	23,4	20,9	13,7	7,1	9,2
	Licenciements économiques	1,6	5,4	0,8	0,7	0,9
	Licenc. non économiques	15,3	13,2	8,9	3,2	4,9
	Retraite	6,2	4,3	2,7	1,1	1,7
	Ruptures Conventionnelles	7,3	8,9	4,5	1,6	2,5
	< 25 ans	19,9	22,9	43,8	23,9	26,4
	25 - 49 ans	51,9	56,6	37,1	49,1	47,8
	50 - 54 ans	7,0	6,6	5,1	9,3	8,5
	55 ans ou plus	21,2	14,0	13,9	17,8	17,3
	Femmes	37,1	10,5	65,5	61,9	59,6

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

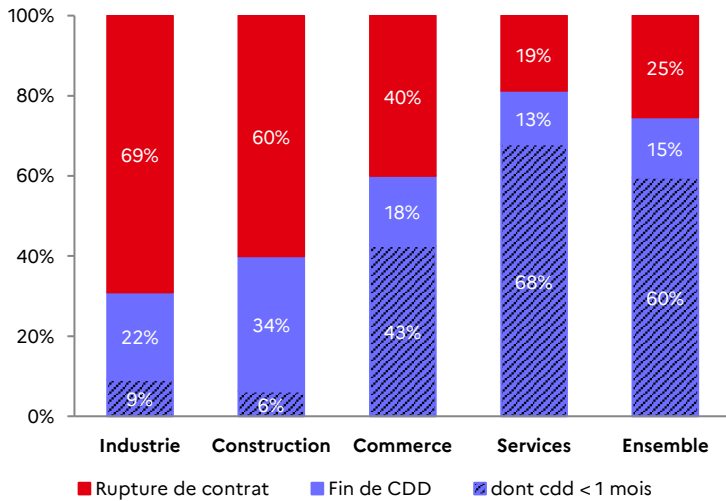
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

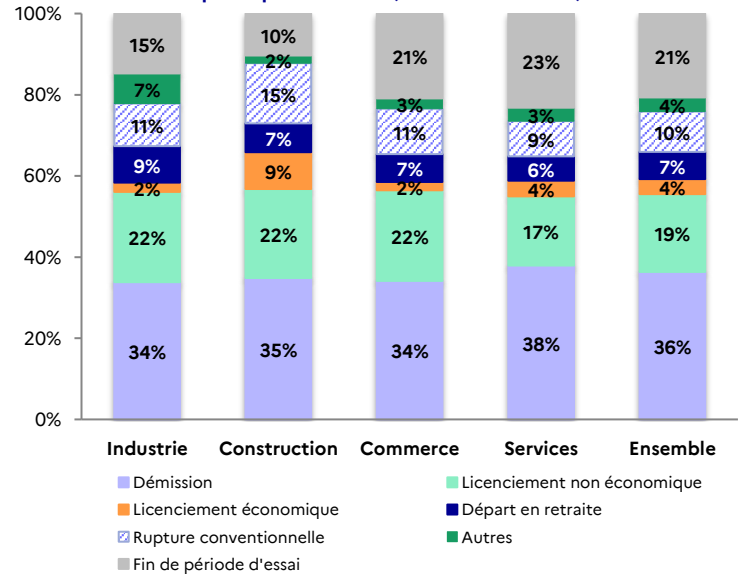
Lecture : Au 4ème trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 46,7 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,6 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,9 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 43 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 34 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4ème trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,0	60,7	13,9	15,4	50,0	30,4
Embauches		2 228	3 433	613	1 116	4 487	1 376
dont en % :							
	CDD	81,6	77,8	87,4	92,7	85,2	84,9
Sorties		2 089	3 782	675	1 368	4 714	1 330
dont en % :							
	Fins de CDD	76,7	71,4	81,5	76,7	78,5	79,7
	dont CDD < 1 mois	76,7	77,7	84,2	88,5	83,8	82,3
	Demissions	7,4	12,6	6,5	4,0	8,0	7,0
	Licenciements économiques	0,1	0,8	2,8	1,5	0,4	0,1
	Licenc. non économiques	6,5	5,0	3,3	3,0	3,8	4,9
	Retraite	0,0	0,0	0,0	9,8	1,3	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,7	3,9	3,3	1,2	2,3	0,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,7 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

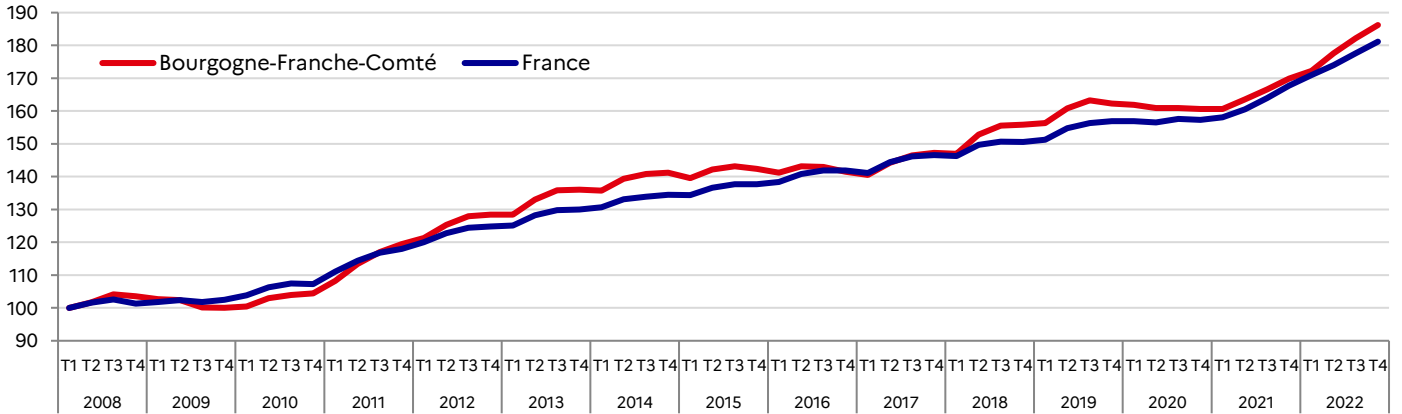
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	219 740	22,1	+0,4	+2 600	+1,2	197	0,4	+5,3	+36	+22,4
Doubs	222 456	199 810	20,1	+0,1	+1 590	+0,8	31 323	71,4	+1,9	+2 520	+8,7
Jura	105 149	87 770	8,8	-0,1	+120	+0,1	7 292	16,6	+2,4	+600	+9,0
Nièvre	70 977	64 310	6,5	-0,3	-270	-0,4	14	0,0	-12,5	0	0,0
Haute-Saône	92 428	69 690	7,0	-0,2	+20	+0,0	642	1,5	+4,1	+106	+19,8
Saône-et-Loire	211 125	192 460	19,4	+0,0	+1 560	+0,8	207	0,5	0,0	+10	+5,1
Yonne	126 632	110 360	11,1	-0,1	-380	-0,3	26	0,1	0,0	+1	+4,0
Territoire de Belfort	55 791	49 990	5,0	-0,2	+170	+0,3	4 198	9,6	+4,0	+566	+15,6
BFC	1 105 129	994 130	100,0	+0,0	+5 410	+0,5	43 899	100,0	+2,2	+3 839	+9,6

Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

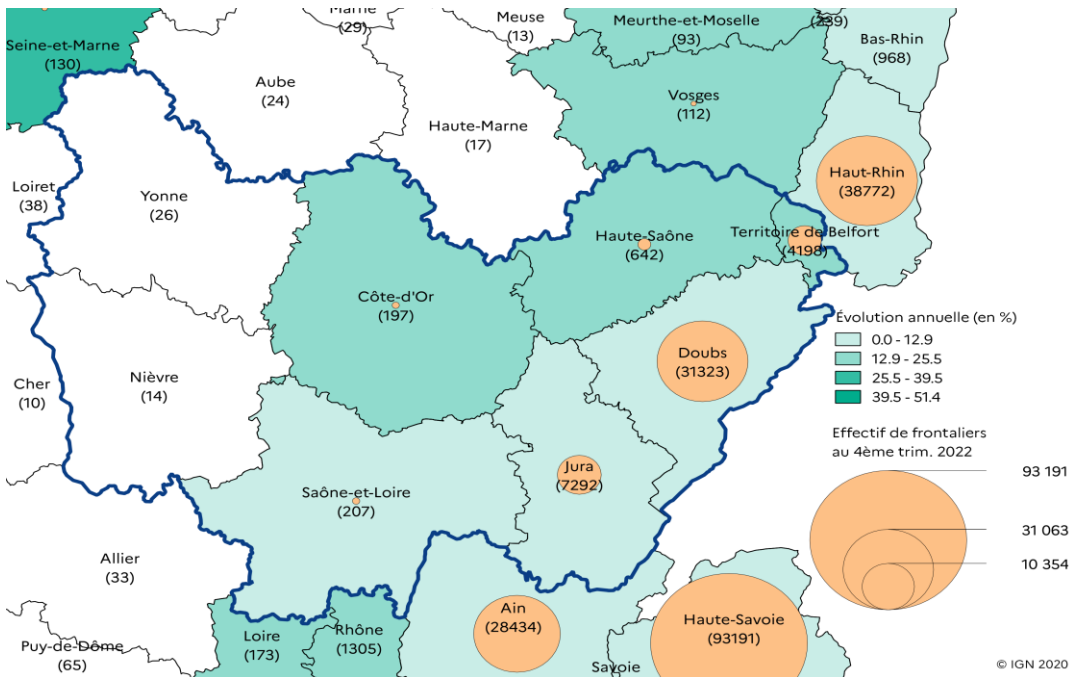
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,7 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 31 323 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T1	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2023	2023	cumul 22	cumul 2022
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	52	52	-5,5	-23,0
jeunes	13	13	-23,5	-31,1
seniors	22	22	-	-
bénéficiaires RSA	12	12	-	-
DELD	26	26	-	-
TH	10	10	-	-
résidents QPV	8	8	-38,5	-37,0
résidents ZRR	s	s	s	-27,2
éducation nationale	s	s	s	-50,0
CIE Jeunes	24	24	-41,5	-27,6
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	220	220	+14,0	-23,3
dt résidents QPV	50	50	+13,6	-32,7
CEJ*	121	121	+49,4	+42,2
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	10	10	-41,2	-7,0
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2022)				
- secteur public	12	68	+1,5	+6,5
- secteur privé	235	1 344	+17,5	+12,5

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 13

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T3	Cumul	Var.(%)/ cumul 2021
	2022	2022	
Côte d'Or	356	1 223	-6,6
Doubs	450	1 425	-6,3
Jura	265	954	-6,3
Nièvre	195	608	-27,6
Haute-Saône	161	562	+10,6
Saône-et-Loire	440	1 429	-11,2
Yonne	383	1 239	-16,0
Territoire de Belfort	114	445	+7,7
BFC	2 364	7 885	-9,3

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T1	Var.(%)/	Var.(%)/
	2023	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	133	-33,8	-39,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	1 057	-19,2	-41,1
CEJ*	169	-	-
IAE (au 3T 2022)	478	-10,7	-3,6

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.
Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)
Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2022 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 953	-1,0	38 957	+4,8	8 683	+4,2	1 593	-22,3
Doubs	12 553	-2,8	34 323	+4,2	10 460	+1,6	1 823	-20,6
Jura	3 537	-5,9	16 320	+4,9	5 340	+3,6	703	-24,1
Nièvre	5 700	-0,9	14 277	+2,9	6 350	+1,9	807	-22,2
Haute-Saône	4 033	-3,6	15 897	+4,4	5 563	+3,5	1 013	-16,9
Saône-et-Loire	10 293	-1,2	38 110	+3,8	12 057	+4,0	2 087	-17,8
Yonne	8 857	-1,9	24 347	+3,5	7 830	+2,3	1 263	-23,4
Territoire de Belfort	4 320	-2,8	10 033	+3,7	2 420	+3,4	700	-16,7
BFC	59 247	-2,1	192 263	+4,1	58 703	+3,0	9 990	-20,5

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

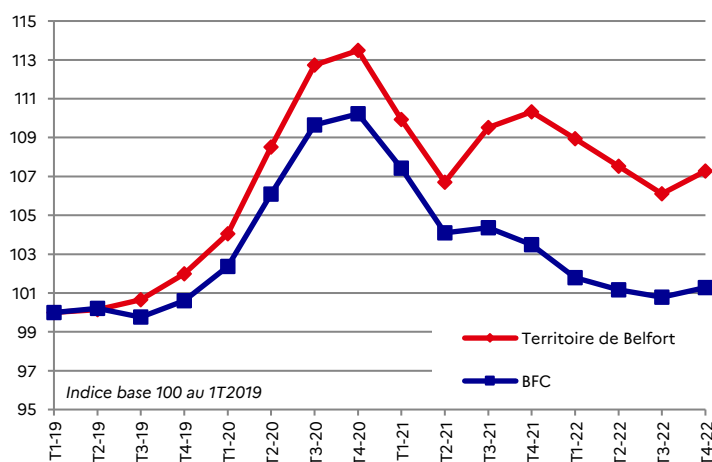
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

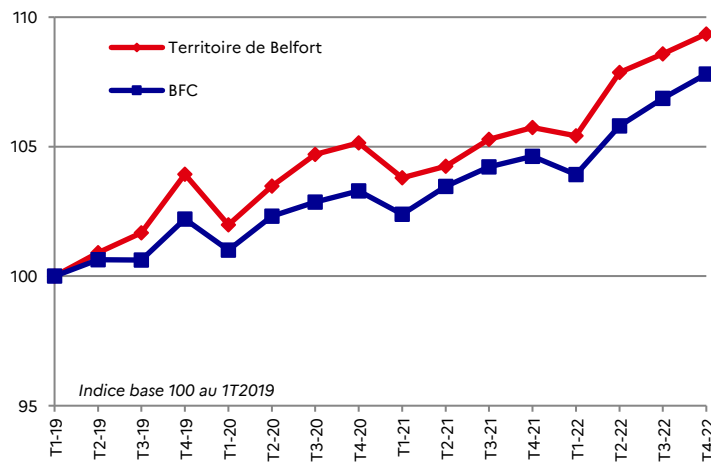
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

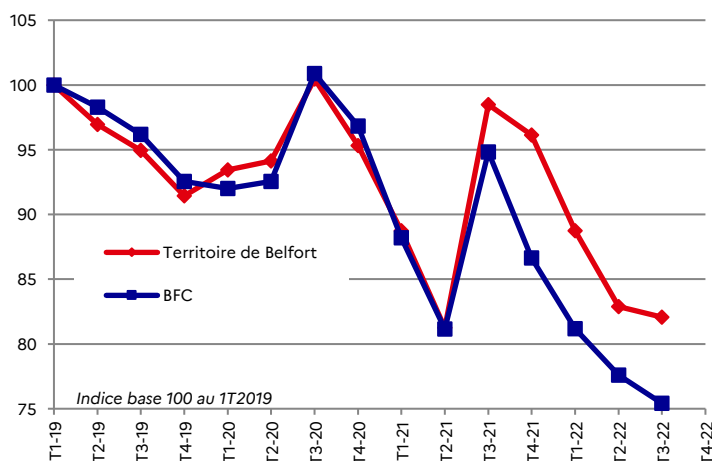
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

